

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple-Un But-Une Foi

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

COMITE NATIONAL DE DETTE PUBLIQUE

RAPPORT SUR L'ANALYSE DE LA VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

Juin 2010

SOMMAIRE

SOMMAIRE	1
I INTRODUCTION	2
II EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE	2
III SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE	5
III.1 La dette extérieure	6
III.2 La dette intérieure	8
IV ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE	9
IV.1 Hypothèses de base de l'AVD.....	10
IV.1.1 Hypothèses macroéconomiques.....	10
IV.1.2 Hypothèses sur les nouveaux financements.....	11
IV.2 Résultats de l'AVD.....	13
IV.2.1 Viabilité de la dette extérieure	13
IV.2.2 Viabilité de la dette publique	14
V. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	17
ANNEXE : CADRE DE VIABILITE DE LA DETTE	19

INTRODUCTION

Conformément à nos engagements vis-à-vis des Institutions de Bretton Woods (IBW), ce présent rapport concerne l'exercice du **premier semestre de 2010**. Comme ceux de 2009, c'est le cadre opérationnel d'analyse de la viabilité de la dette (CAVD), qui est l'outil qui permet d'évaluer le risque de surendettement d'un pays post PPTTE comme le Sénégal, qui a été utilisé.

Avec une note de 3,67 (moyenne sur trois ans), correspondant à la qualité des politiques et institutions nationales (CPIA), attribuée par la Banque Mondiale, le Sénégal se classe dans la catégorie des pays à résultats moyens¹.

Les seuils indicatifs de la charge de la dette extérieure liés à ce classement sont consignés à la page 9.

L'analyse est faite sur la base du portefeuille de la dette publique mis à jour à fin 2009, du cadrage macroéconomique 2010-2014 arrêté avec le FMI lors de la cinquième revue du programme ISPE en mars 2010. .

I. EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE

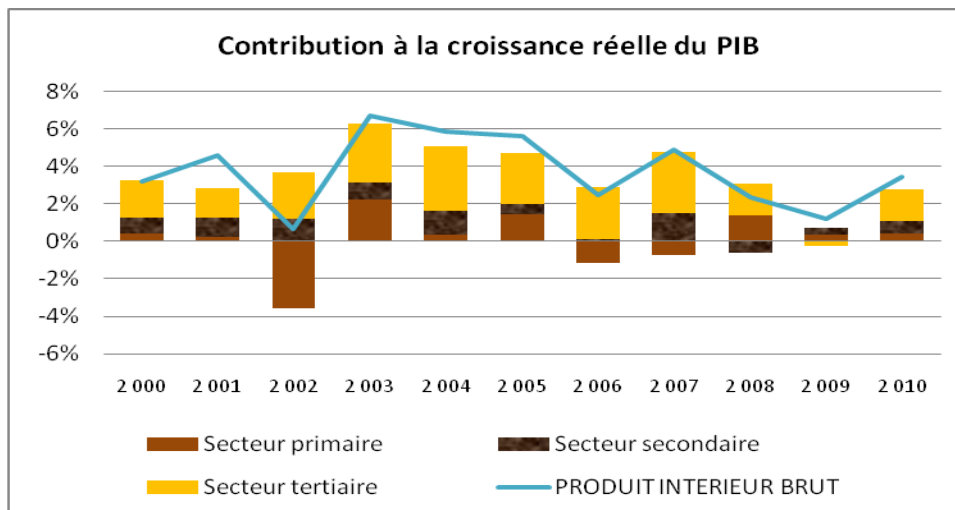
La situation économique et financière en 2009 est restée morose consécutivement à 2008, dans un contexte marqué par un environnement économique mondial défavorable. Les effets de la crise se ressentiraient à travers la contraction de l'investissement privé, la diminution des entrées touristiques mais également la baisse des envois de fonds des émigrés sénégalais. Par ailleurs, le recul de la demande mondiale a entraîné une détente sur les cours des produits alimentaires et énergétiques et par ricochet, un repli des prix intérieurs en 2009 à la suite de hausses remarquables en 2007 et 2008 (environ 6%). Malgré le règlement d'une bonne partie des créances du secteur privé vis-à-vis de l'Etat, l'activité économique tarderait à redémarrer.

¹ Contrairement à la méthodologie PPTTE, les seuils de viabilité de la dette du CAVD, propres à chaque pays, sont liés à la qualité des politiques et institutions. L'idée est que les pays qui opèrent dans un contexte caractérisé par des politiques et des institutions qui laissent à désirer risquent de basculer dans le surendettement même avec des ratios nettement plus faibles que d'autres, du fait qu'ils sont enclins à mal employer et mal gérer les fonds dont ils disposent et moins capables d'utiliser leurs ressources de façon productive

En effet, la croissance du PIB réel s'établirait à 1,5% en 2009, contre un peu plus de 2% en 2008, soutenue par les performances du secteur primaire à la faveur de l'agriculture et dans une moindre mesure par le secteur secondaire. Le secteur tertiaire, traditionnellement très dynamique subirait notamment les contrecoups de l'environnement international défavorable et l'effet de la baisse de la demande intérieure.

En 2010, les perspectives macroéconomiques tablent essentiellement sur la reprise de l'activité économique au plan mondial ainsi que sur la poursuite des mesures et des objectifs de croissance en rapport notamment avec les orientations du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) de troisième génération portant sur la période 2010-2013 et le Programme Economique et Financier appuyé par l'Instrument de Soutien à la Politique Economique (ISPE) du Fonds Monétaire International (FMI). La croissance est projetée à 3,4% avec l'hypothèse du maintien d'un niveau relativement élevé du prix des produits pétroliers, d'une bonne tenue du secteur primaire à la faveur du bon comportement du sous secteur agricole, de la poursuite de la reprise amorcée dans le secondaire et d'un redressement du tertiaire après le léger fléchissement de 2009.

Graphique 1 :

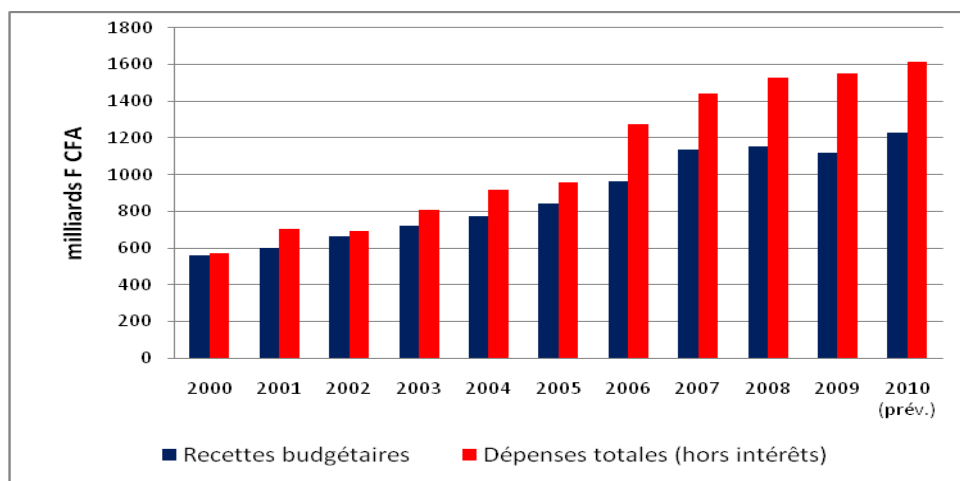


Sur le plan des finances publiques, l'exercice budgétaire au titre de l'année 2009 serait marqué par le net ralentissement du rythme de progression des recettes budgétaires et une maîtrise globale des dépenses publiques. En effet, les recettes budgétaires s'établiraient à 1121,7 milliards contre 1152,9 milliards en 2008, soit un repli de 2,7% lié aux recettes non-fiscales et dans une moindre mesure à celles fiscales. Quant aux dépenses totales et prêts nets, ils connaîtraient une hausse de 1,9%, en liaison avec la hausse des dépenses d'investissement et des charges courantes. Globalement, le déficit

public est estimé à 294,4 milliards, soit 4,9% du PIB contre 4,6% en 2008. Le solde budgétaire de base (hors PPTE et IADM) ressortirait en déficit de 2,9% du PIB contre 0,8% du PIB en 2008.

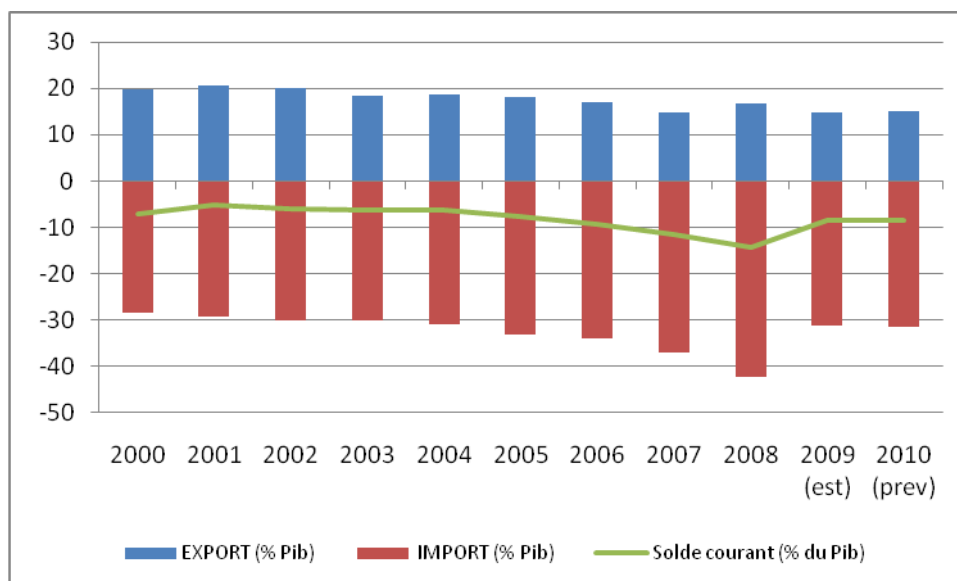
La gestion budgétaire en 2010, devrait bénéficier de la reprise escomptée au niveau de l'activité économique permettant un recouvrement satisfaisant des recettes budgétaires. Celles-ci sont attendues en hausse de 9,5%, tandis que les dépenses totales devraient augmenter de 3,8%. Au total, le solde global (base ordonnancement) devrait s'établir en déficit de 288,2 milliards (4,5% du PIB), soit une amélioration de 0,4 point de PIB par rapport à 2009. Quant au solde de base (hors PPTE et IADM), il est projeté en déficit de 97,2 milliards, soit 1,5% du PIB.

Graphique 2 : Evolution Recettes-Dépenses



Concernant les échanges avec l'extérieur, ils seraient marqués en 2009 par un solde de la balance des paiements excédentaire de 96,3 milliards, après le déficit de 88,4 milliards enregistré en 2008. Cette situation s'expliquerait par la baisse du déficit de la balance courante reflétant une diminution des importations plus importante que celle des exportations, conjuguée à la bonne tenue du compte de capital et d'opérations financières. Le déficit du solde de la balance courante s'établirait à 8,5% du PIB en 2009, contre 14,2% en 2008. Hors dons, il est estimé à 9,4% du PIB.

En 2010, les échanges avec le reste du monde devraient être marqués par une amélioration du déficit courant par rapport à 2009 (8,3% du PIB contre 8,5% en 2009), conjuguée à une amélioration du solde du compte de capital et d'opérations financières. Globalement, la balance des paiements devrait se situer à l'équilibre.

Graphique 3 : Evolution des échanges extérieurs

S'agissant de la situation monétaire, en 2009, elle serait caractérisée par une progression de 96,3 milliards des avoirs extérieurs nets, une augmentation de 3,3% du crédit intérieur du fait du repli de 2,7% des crédits à l'économie, les crédits nets à l'Etat étant en augmentation de 93,6 milliards des, et une expansion de la masse monétaire de 8,0%.

Enfin, en 2010 il est attendu une stabilisation des avoirs extérieurs nets qui resteraient au même niveau qu'en 2009, une hausse de 16,8% du crédit intérieur et une progression de 12,6% de la masse monétaire.

II. SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

Après réconciliation avec les bailleurs, la dette publique du Sénégal est arrêtée au 31 décembre 2009 (encours définitif) à 1963,8 milliards de F CFA contre 1432,0 milliards un an auparavant. Elle est composée de 1624,4 milliards de dette extérieure et 339,4² milliards de dette intérieure.

Le stock de la dette publique représente 32,7% du PIB en 2009 contre 24,1% en 2008. Ainsi, par rapport au plafond du taux d'endettement de 70% retenu dans les critères de convergence de l'UEMOA, il ressort une marge de 37,3 points de pourcentage.

² Ce montant intègre la dette à court terme (30 milliards de FCFA).

II.1 LA DETTE EXTERIEURE

A fin 2009, l'**encours de la dette publique extérieure** (y compris FMI) s'est établi à 1624,4 milliards de F CFA contre 1171,6 milliards en 2008 soit une hausse de 38,6 %. Cette tendance haussière, qui se poursuit depuis 2007 après les annulations obtenues dans le cadre de l'IADM en 2006, s'explique par le financement extérieur des importants programmes d'investissement de l'Etat, notamment sur les infrastructures, les tirages sur les ressources du FMI dans le cadre du programme de la Facilité contre les Chocs Exogènes (FCE) mais aussi par le financement contracté sur le marché de Londres en décembre 2009 pour un montant de 200 millions de dollars (environ 90 milliards de F CFA).

La dette multilatérale, qui s'est située à 973,8 milliards, représente 59,9% du stock de la dette extérieure en 2009. Le groupe de la Banque Mondiale reste, à travers l'Association Internationale de Développement, le principal bailleur avec un montant de 480,9 milliards de FCFA soit 49,4% de la dette publique multilatérale.

La dette bilatérale est passée de 453,6 milliards à 559,5 milliards entre 2008 et 2009. Les bailleurs arabes tels que le Koweït et l'Arabie Saoudite représentent près de 45% alors que les pays de l'OCDE, avec en tête la France, en détiennent 34% en 2009 contre 28,9% en 2008.

Par ailleurs, le Sénégal a mobilisé, en décembre 2009, un montant de 200 millions de dollars US, soit environ 90 milliards de F CFA lors de sa première émission d'emprunt obligataire sur le marché international en vue de boucler le financement de l'autoroute à péage Dakar-Diamniadio. L'émission était assortie d'une durée de 5 ans, d'un taux d'intérêt de 8,75% et d'un rendement de 9,125%. Le remboursement du principal est prévu in fine, en 2014.

La dette commerciale, quant à elle, reste toujours très faible avec un stock de 1,0 milliard de F CFA.

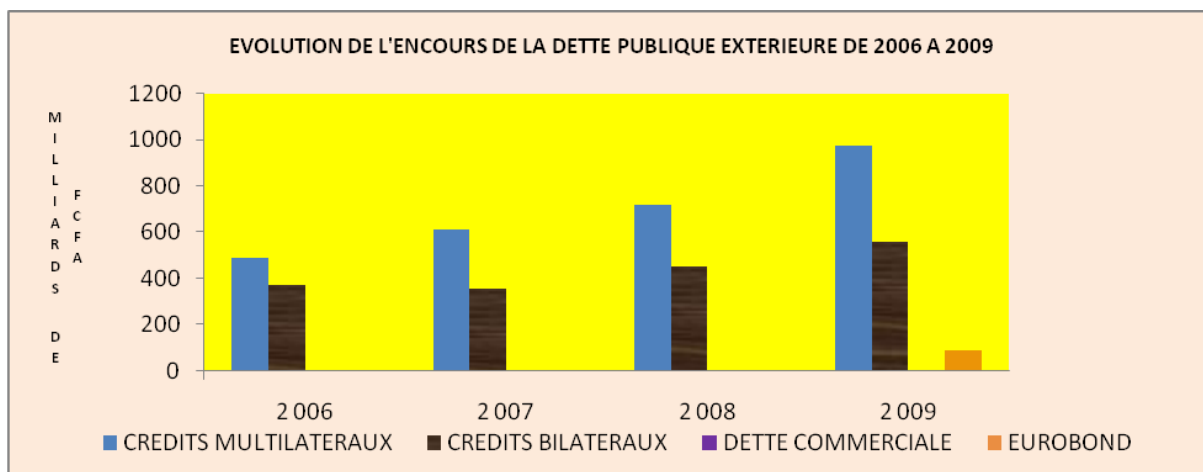
Tableau 1 : ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR CATEGORIES DE BAILLEURS DE 2006 A 2009

MONTANTS EN MILLIARDS DE FRANC CFA

CATEGORIES DE BAILLEURS	2006	2007	2008	2009 def
CREDITS MULTILATERAUX	490.3	612.13	716.35	973.81
IDA/BIRD	294.4	358.21	417.84	480.89
BAD/FAD	47.92	66.718	89.06	101.32
FMI	10.8	10.8	28.8	163.20
OPEP/BADEA/BID	71.16	99.839	100.41	136.81
BEI/FED	7.53	11.37	11.05	10.42
AUTRES	58.47	65.197	69.19	81.17
CREDITS BILATERAUX	369.6	353.45	453.57	559.52
DONT PAYS DE L' OCDE	84.47	60.222	131	190.53
PAYS ARABES	229.6	235.04	248.62	252.72
AUTRES	55.48	58.19	73.95	116.27
DETTE COMMERCIALE	4.5	2.889	1.69	1.02
EUROBOND				90.00
DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE TOTALE	864.37	968.47	1171.61	1624.34

SOURCE DDP/DDI/MEF

Graphique 4



Les paiements au titre du **service de la dette extérieure** se sont élevés en 2009, à 64,8 milliards, dont 41,7 milliards de principal et 23,1 milliards d'intérêts. Ils représentent 4,6% des exportations de biens et services et 5,8% des recettes budgétaires.

II.2 LA DETTE INTERIEURE

L'encours de la dette intérieure de l'Etat s'est établi à 339,4 milliards au 31 décembre 2009 contre 260,3 milliards en 2008. Il représente 5,7% du PIB en 2009 contre 4,4% en 2008. Les emprunts obligataires en représentent l'essentiel avec 46% contre 60,2% en 2008.

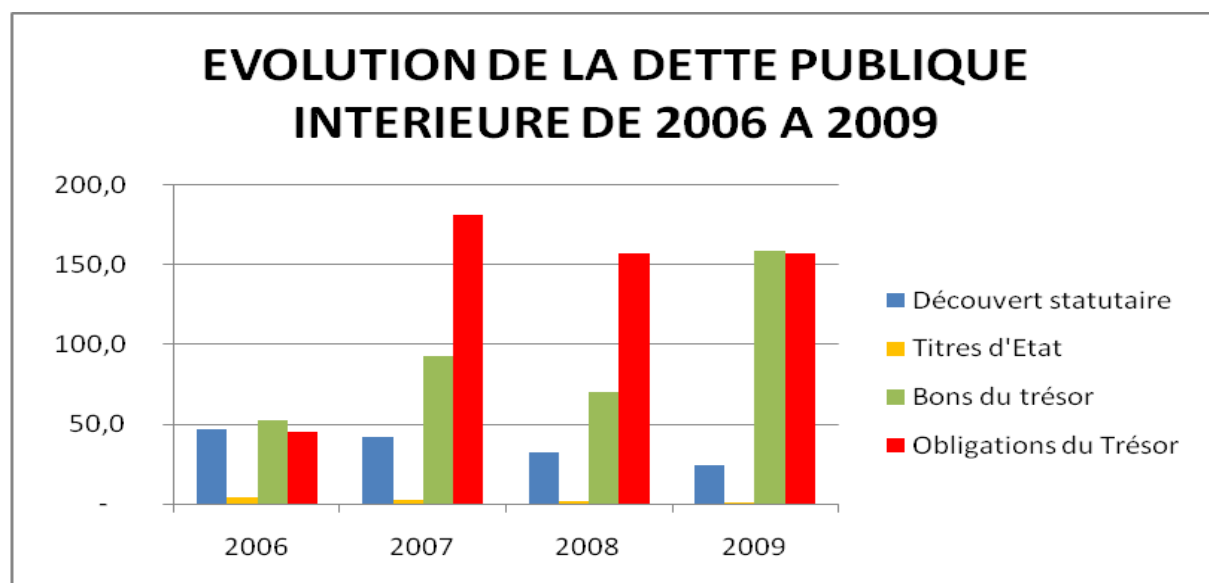
. Le reliquat des avances statutaires de la BCEAO est de 24,4 milliards à fin décembre 2009.

Tableau 2 : Evolution de l'encours de la dette publique interieure de 2006 a 2009

ANNEE	2006	2007	2008	2009
Découvert statutaire	46,7	42,0	32,1	24,4
Titres d'Etat	3,8	2,7	1,7	0,7
Bons du Trésor	51,9	92,4	69,8	158
Obligations du Trésor	45,0	181,0	156,8	156,3
TOTAL	147,4	318,1	260,3	339,4

Source : MEF/DGCPT

Graphique 5 :



L'évolution des composantes de la dette intérieure telle que illustrée par le tableau 2 et le graphique 5 ci-dessus, reste marquée par le dépérissement de certains instruments de long terme, notamment les avances statutaires de la BCEAO, dont la dernière échéance est prévue en 2013, et les titres d'Etat. Cependant, on note une progression des instruments de moyen et long termes avec les émissions d'obligations de 5 à 10 ans de maturité.

Le **service** de la dette intérieure payé en 2009 se chiffre à 176,1 milliards de FCFA soit 15,7 % des recettes budgétaires intérieures recouvrées en 2009.

III. ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

Les seuils indicatifs de la charge de la dette extérieure sont consignés dans le **tableau 3** ci-après :

Tableau 3: Normes de viabilité de dette extérieure retenues

Ratios	Normes
Valeur actuelle nette de la dette extérieure /PIB	≤ 40%
Valeur actuelle nette de la dette extérieure /exportations biens et services	≤ 150%
Valeur actuelle nette de la dette extérieure /Revenus budgétaires	≤ 250%
Service de la dette extérieure /exportations biens et services	≤ 20%
Service de la dette extérieure /Revenus budgétaires	≤ 30%
Dette publique totale /PIB	≤ 70%

L'analyse est faite sur la base d'un scénario initial appelé **scénario de référence** qui est le principal scénario macroéconomique qui décrit l'évolution de la dette et les variables macroéconomiques sur la base d'hypothèses réalistes. Ce scénario est ensuite testé à l'aide de **deux scénarios complémentaires** pour évaluer la robustesse des principaux indicateurs de viabilité de la dette. Il s'agit du scénario historique (projection des moyennes historiques des variables macroéconomiques) et du scénario de financement défavorable (application d'une hausse de 2% des taux d'intérêt sur la nouvelle dette).

L'analyse est enfin complétée par **six tests de sensibilités** qui analysent l'impact de chocs sur les principales variables macroéconomiques (PIB, exportations, inflation et les flux nets non créateur de dette).

III.1 HYPOTHESES DE BASE DE L'AVD

Une stratégie financière globale a été bâtie sur la base de projections macroéconomiques qui touchent l'évolution des quatre grands secteurs, le secteur réel, le secteur extérieur, les finances publiques et le secteur monétaire durant les 20 prochaines années d'une part et, sur la base d'une stratégie de mobilisation de nouveaux financements d'autre part.

III.1.1 HYPOTHESES MACROECONOMIQUES:

Sur la période 2010 – 2015, le cadrage macroéconomique retenu lors de la dernière revue de l'ISPE est maintenu. Pour le reste de la période de projection 2016-2030, l'évolution des agrégats des quatre grands secteurs se présente comme suit :

Le secteur réel : le taux de croissance du PIB réel est projeté en moyenne à 4,4% sur la période 2010-2015 et 6,4% le reste de la période de projection, soit en moyenne 5,7% sur la période 2010-2030. Le taux d'inflation, mesuré par le déflateur du PIB, serait en moyenne de 2,3% soit en deçà du seuil retenu dans les critères de convergence de l'UEMOA (3%).

Le secteur des finances publiques : le solde budgétaire primaire (hors intérêts et dons) en pourcentage du PIB est projeté en moyenne à - 4,6 % avec une tendance à la baisse après les hausses en début de période.

Au niveau du secteur extérieur, le déficit du compte courant (hors intérêts et dons) est projeté en moyenne à 9,2% du PIB au cours de la période 2010-2015 mais devrait s'améliorer à la faveur d'une progression des exportations plus rapide que celle des importations et des envois des migrants suite au retour de la croissance dans les pays d'accueil. Il se situerait à 8,3% en moyenne sur la période 2010-2030.

L'évolution du secteur monétaire serait liée à celle du secteur réel et du secteur extérieur. Ainsi, la masse monétaire progresserait au même rythme que la croissance nominale du PIB soit en moyenne 8,2%.

RESUME DES HYPOTHESES MACROECONOMIQUES RETENUES**Tableau 4 : Hypothèses macroéconomiques**

	2010-15	2016-30	2010-30
Croissance du PIB réel	4,4%	6,4%	5,7%
Inflation (déflateur du PIB)	2,3%	2,3%	2,4%
Déficit extérieur courant (hors intérêts et dons) en % du PIB	9,2	7,9	8,3
Déficit budgétaire (hors intérêts et dons) en % du PIB	5,7	4,2	4,6

III.1.2 HYPOTHESES SUR LES NOUVEAUX FINANCEMENTS

Le financement des déficits qui se dégagent des projections macroéconomiques sera assuré, d'une part, par les décaissements qui seront opérés à partir des conventions de prêts déjà signées et, d'autre part, par de nouveaux emprunts.

Au 31 décembre 2009, le montant total non encore décaissé s'élève à 844,3 milliards de FCFA dont 699,1 milliards de crédits multilatéraux et 145,2 milliards de crédits bilatéraux. Ces décaissements sont attendus principalement de la Banque Mondiale, du groupe BAD/FAD et du FIDA pour les multilatéraux, et l'Agence Française de Développement, le Fonds Saoudien, la République Populaire de Chine et le Fonds Koweïtien de Développement pour les bilatéraux.

Pour ce qui est de l'élaboration des projections des nouveaux engagements, c'est la structure du portefeuille de la dette existante qui a servi de base comme le montre le tableau ci dessous. Ainsi, le Sénégal continuera de privilégier les financements hautement concessionnels. L'élément don lié à ces engagements est estimé en moyenne à 52,4% contre un minimum de 35% exigé par le programme ISPE. Le taux d'intérêt moyen ressortirait à 1,7% sur une maturité de 30 ans dont 8 ans de période de grâce.

Cependant, des prêts non concessionnels pourraient être contractés en accord avec les IBW si la rentabilité de l'investissement est avérée comme le cas de l'autoroute à péage.

Concernant le financement intérieur, 88 milliards de F CFA ont été prévus pour l'année 2010 conformément à la Loi de Finances. Pour les années suivantes, le Sénégal continuera de recourir au marché financier régional en émettant aussi bien des bons du Trésor à moyen terme que des obligations de maturité 5 ans et 10 ans. Le taux d'intérêt moyen de ces emprunts devrait ressortir à 7%.

Tableau 5 : Termes et conditions indicatifs des nouveaux emprunts extérieurs

Types de créanciers	Part relative en %	Termes indicatifs (moyennes)				
		Taux d'intérêt	Commission	Différé	Maturité	Élément-don
Dettes Extérieures	100,0	En %		Années		En %
Prêts projets	71,1					
- Multilatéraux concessionnels (IDA-FAD)	35,9	0,75	0,50	10	40	59,8
- Autres Multilatéraux	18,3	1,00	0,50	10	30	51,5
- Bilatéraux concessionnels - Club de Paris	2,1	1,00	0,00	6	26	40,9
- Bilatéraux concessionnels - Hors Club de Paris	14,8	1,50	0,50	5	25	36,1
Prêts programmes	28,9					
- Multilatéraux concessionnels (IDA-FAD)	23,1	0,75	0,50	10	40	59,8
- Multilatéraux non concessionnels**	5,8	0,50	0,00	5	10	23,1
TOTAL	100,0					

(*) Élément-don calculé avec un taux d'escompte unique de 5 %

(**) Fonds Monétaire International

Source : MEF/CNDP

III.2. RESULTATS DE L'AVD

III.2.1 VIABILITE DE LA DETTE EXTERIEURE

Les résultats du scénario de référence sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 6 : Evolution des principaux ratios d'endettement extérieurs de 2010 à 2029

	Normes	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2020	2024	2029
Ratios de viabilité										
VA/PIB	≤40%	19,1	16,5	15,3	13,3	12,1	12,8	14,1	15,1	15,0
VA/XBS	≤150%	82,6	72,8	67,5	58,5	52,4	49,6	51,0	51,2	50,0
VA/REV	≤250%	97,51	82,18	75,55	65,00	59,66	62,93	66,32	70,00	69,59
Ratios de liquidité										
TSD/XBS	≤20%	4,96	6,53	6,06	9,68	4,62	2,60	2,53	2,60	2,60
TSD/REV	≤30%	5,86	7,38	6,78	10,75	5,26	3,29	3,30	3,55	3,62
Taux d'endettement										
Dettes/PIB	≤70%	31,4	30,1	29,5	28,5	26,0	25,4	33,9	39	43,1

Il ressort de ces résultats, que dans le scénario de référence, les ratios retenus se situent, sur toute la période d'analyse, largement en dessous des seuils fixés.

Le niveau le plus élevé du ratio valeur actuelle de la dette extérieure sur PIB observé sur la période de projection est 19,1 % en 2010 contre un plafond de 40%.

Le ratio Valeur actuelle nette sur exportations biens et services est également resté largement en deçà du seuil de 150% avec un maximum de 82,6% constaté en 2010. Il en est de même du ratio valeur actualisée de la dette publique extérieure par rapport aux revenus budgétaires qui, malgré une tendance à la hausse à partir de 2014, n'a pas atteint la barre des 100% tout au long de la période, passant de 59,6% en 2014 à 70,% en 2024.

Les ratios de liquidité, service de la dette sur exportations de biens et services (TSD/XBS) et service de la dette sur revenus budgétaires (TSD/REV) ont connu aussi des niveaux faibles avec un ratio minimum de 2,53% en 2020 et un maximum de 9,8 % en 2010 pour le premier et respectivement de 3,3% à 10,7% pour le second contre des seuils respectifs de 20% et 30%. Ces résultats traduisent une capacité d'honorer les engagements sans risque de liquidité.

Ces résultats sont confirmés dans les autres scénarios comme le montrent les graphiques ci-dessous. En effet, aussi bien dans le scénario historique que dans le scénario de choc le plus extrême, aucune trajectoire des indicateurs n'a franchi le seuil indicatif et sont même largement en dessous des seuils.

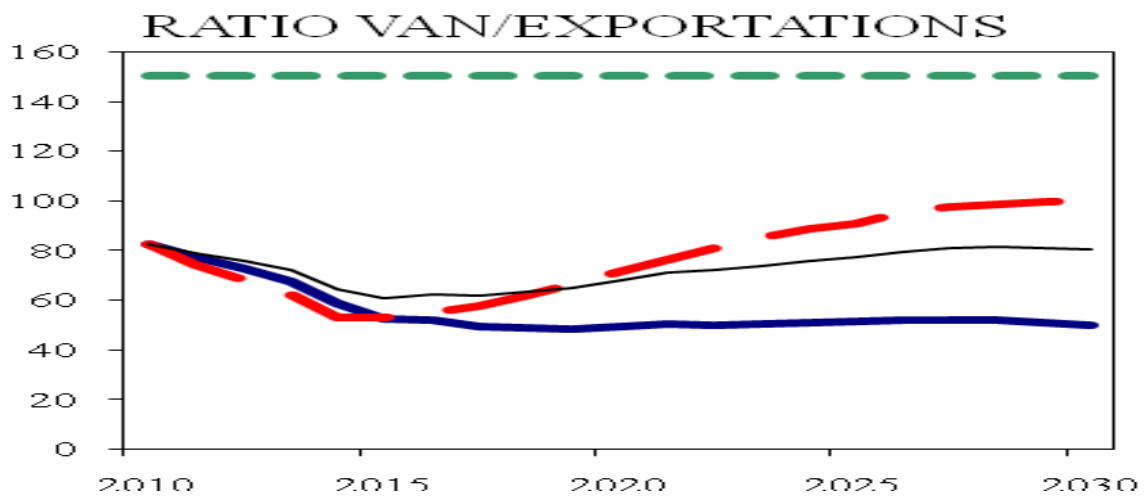
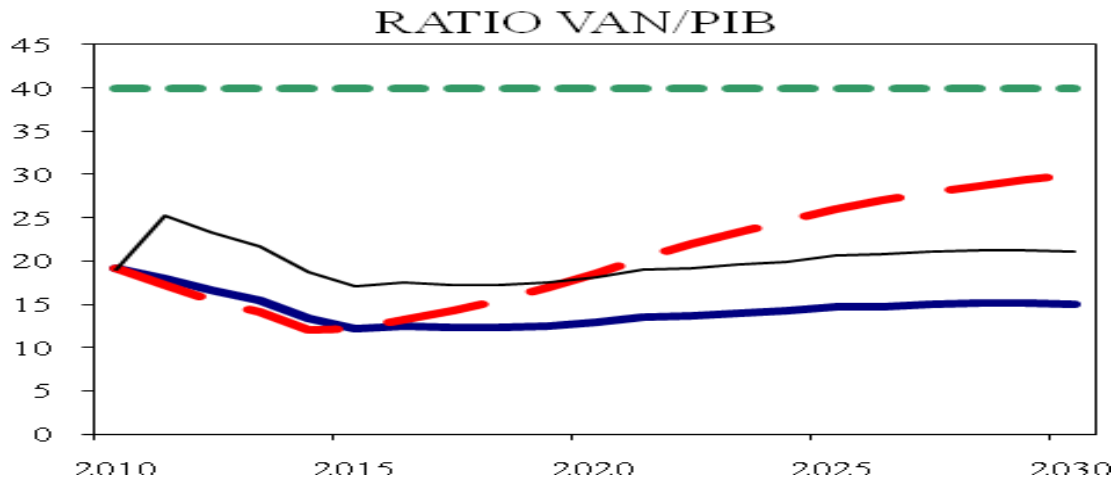
III.2.2 VIABILITE DE LA DETTE PUBLIQUE

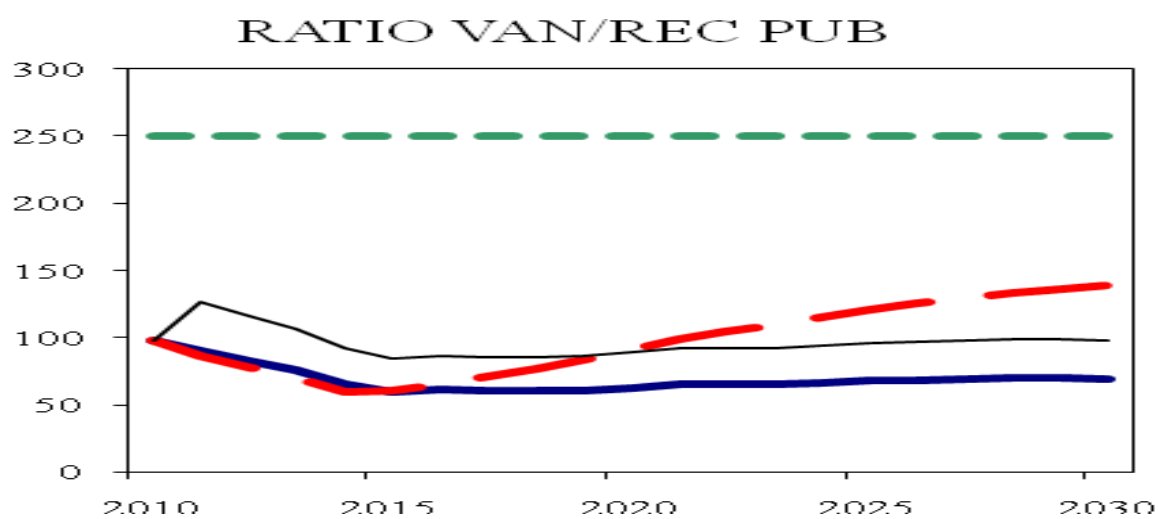
En prenant en compte la dette publique intérieure, le résultat du scénario de référence sur l'endettement public global fait ressortir une augmentation graduelle des indicateurs d'endettement dans la limite des normes établies.

Le ratio VAN de la dette publique sur PIB (dette/PIB) plafonne à 24,%. Le caractère non concessionnel de la dette intérieure et le recours temporaire à des emprunts extérieurs non concessionnels en 2009 et 2010 n'influent pas de façon notable sur la viabilité de la dette publique. Le ratio service de la dette publique sur recettes, bien que connaissant une pression en 2011, est relativement faible sur le reste de la période, se situant entre 3% et 13 %.

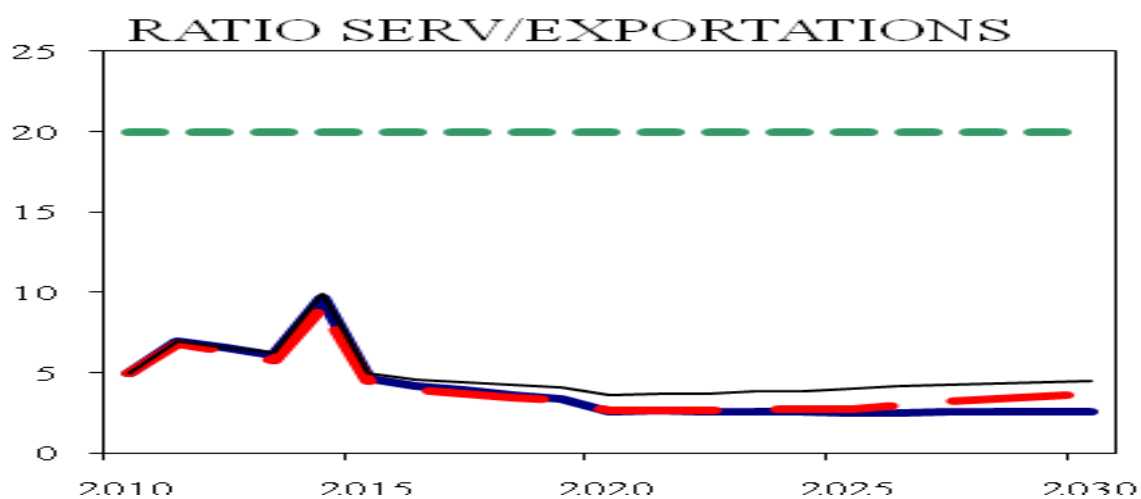
Tableau 7 : Ratios relatifs à la dette publique

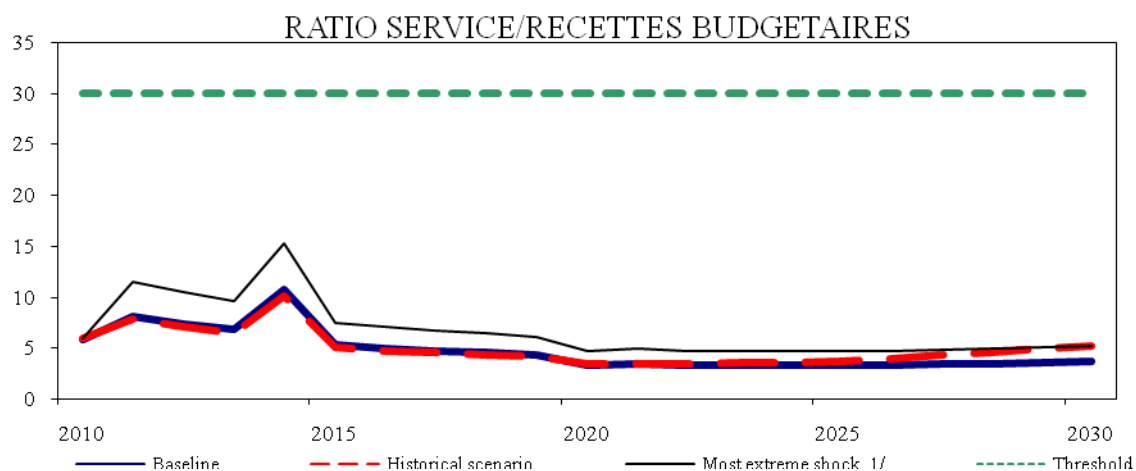
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2020	2024	2030
Ratios de viabilité (%)									
VA/PIB	24	22	20	18	15	13	14	16	24
VA/REV	110	98	87	79	65	61	66	71	110
Ratios de liquidité (%)									
TSD/REV	13	18	12	10	12	6	4	3	13

Graphiques 6 : Indicateurs de la dette publique extérieure selon les divers scénarios, 2010-30**Ratios de viabilité**



Ratios de liquidité





IV: CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les résultats, ainsi obtenus, montrent que le Sénégal reste toujours un pays à risque faible de surendettement ; les indicateurs de viabilité et de liquidité étant tous bien en deçà des seuils de référence. La dynamique de la dette est cependant plus rapide que celle de la croissance économique à long terme, le taux d'endettement passe de 31,4% en 2010 à 43,1 en 2029. Cette situation traduit d'une part, la nécessité d'accorder une attention particulière à la rentabilité économique des projets et programme à financer, et d'autre part, de continuer à mettre l'accent sur la gestion prudente de la dette publique.

Au niveau de l'endettement intérieur, les instruments de court et moyen termes, bien que n'influant pas sur la viabilité de la dette, peuvent exercer une pression assez importante sur la trésorerie, d'où l'importance de favoriser les émissions d'obligations de plus long terme.

Concernant la dette extérieure, la recherche de financements hautement concessionnels devra être maintenue.

La prise en charge de toutes ces préoccupations nécessite un renforcement du cadre juridique et institutionnel de l'endettement public aux fins de l'élaboration d'une politique nationale d'endettement fixant les orientations globales en matière d'emprunts publics intérieurs et extérieurs qui servirait de base pour la stratégie annuelle d'endettement. Cette dernière, au regard du Règlement n°09/2007/CM/UEMOA du 04 juillet 2007 portant cadre de référence de la politique d'endettement public et de gestion de la dette publique, doit être annexée à la Loi de Finances initiale.

Enfin, le renforcement des capacités des acteurs dans le processus d'endettement et de gestion de la dette publique est aussi nécessaire dans les domaines suivants :

- La formulation et la mise en œuvre des stratégies annuelles d'endettement (un séminaire animé conjointement par la Banque Mondiale et le FMI est prévu en septembre 2010) ;
- L'analyse et le suivi de l'efficacité des financements ;
- Les financements innovants tels que les partenariats publics- privés (PPP)

ANNEXE

LE CADRE DE VIABILITE DE LA DETTE A LONG TERME

I. LES PILIERS DU CVD

Le cadre d'analyse de la dette qui est proposé repose sur deux grands piliers :

- ✓ des seuils indicatifs de la charge de la dette propres à chaque pays qui dépendent de la qualité des politiques et des institutions nationales telle que mesurée par l'indice CPIA,
- ✓ Une analyse et une interprétation méthodiques des indicateurs de la charge de la dette actuelle et future à partir d'un scénario de base et des chocs plausibles qui peuvent se produire

II. COMMENT EVALUER LA QUALITE DES POLITIQUES ET DES INSTITUTIONS

L'indice CPIA regroupe 20 indicateurs en quatre grandes catégories :

- **Gestion économique**

- Gestion macroéconomique
- Politique budgétaire
- Politique de gestion de la dette

- **Les politiques structurelles**

- Coopération économique, intégration régionale, ainsi que les politiques et institutions commerciales
- Secteur financier
- Cadre de réglementation des activités commerciales

- **Les politiques d'insertion sociale et d'équité**

- Egalité entre les femmes et les hommes
- Utilisation équitable des ressources publiques
- Renforcement du capital humain
- Protection sociale et emploi
- Politique et réglementation en matière d'environnement

- **La gestion du secteur public et les institutions**

- Droits de propriété et gouvernance basée sur la loi
- Qualité de la gestion budgétaire et financière
- Mobilisation efficace des recettes
- Qualité de l'administration publique
- Transparence, obligation de rendre compte et corruption dans le secteur public

III. L'INDICE CPIA

Les pays sont notés en fonction de la position qu'ils occupent pour chacun de ces critères de performance, notes qui vont de 1 (la plus basse) à 6 (la plus élevée), L'indice est actualisé tous les ans,

Selon la note CPIA obtenue (moyenne sur trois dernières années), les pays sont classés:

- ✓ **qualité des politiques et des institutions médiocre si note CPIA $\leq 3,25$;**
- ✓ **qualité des politiques et des institutions moyenne si $3,25 < \text{CPIA} < 3,75$; et**
- ✓ **qualité des politiques et des institutions bonne si $\text{CPIA} > 3,75$**

IV. LES INDICATEURS D'ENDETTEMENT RETENUS

Le CAVD analyse 5 indicateurs d'endettement :

- **La valeur actuelle (VA) de la dette par rapport**
 - Aux exportations
 - Au PIB
 - Aux recettes de l'Etat
- **Le service de la dette par rapport**
 - Aux exportations
 - Aux recettes de l'Etat

SEUILS INDICATIFS DE DETTE EN FONCTION DE LA QUALITE DES POLITIQUES

	VALEUR AJOUTEE DE LA DETTE EN POURCENTAGE			SERVICE DE LA DETTE EN POURCENTAGE	
	EXPORTATIONS	PIB	RECETTES	EXPORTATIONS	RECETTES
Qualité médiocre	100	30	200	15	25
Qualité moyenne	150	40	250	20	30
Qualité solide	200	50	300	25	35

V. SCENARIOS ET TESTS DE SENSIBILITE

- Un scénario de base
- Deux scénarios complémentaires :
 - Scénario historique
 - Scénario de financement défavorable
- Six tests de sensibilités aux chocs extérieures :
 - Moyennes historiques moins un écart type de croissance de (1) PIB, (2) exportations, (3) déflateur du PIB et (4) flux nets non créateurs de dette
 - Combinaison de (1)-(4)
 - Dépréciation de 30 % de la monnaie nationale

La qualité des résultats dépend du réalisme des hypothèses macroéconomiques, Les scénarios et les tests de sensibilité permettent de vérifier le réalisme de l'analyse :

- Le scénario historique aide à identifier les hypothèses trop optimistes,
- Le scénario de financement défavorable permet de vérifier la sensibilité aux termes de financement,
- L'examen détaillé du cadre macroéconomique permet de détecter des risques de changement abrupt de politique budgétaire, des taux d'investissements et des termes de financement,

- L'impact prévu des investissements sur la croissance doit être clairement justifié, particulièrement s'ils sont financés par des emprunts importants,

Le modèle est flexible et permet la construction de scénarios spécifiques au pays,

VI. CLASSIFICATION DU RISQUE DE SURENDETTEMENT

- **Risque faible:** Tous les indicateurs de la dette sont bien au-dessous des seuils pertinents relatifs aux politiques, Dans les scénarios complémentaires, les indicateurs ne franchissent pas sensiblement les seuils,
- **Risque modéré:** Bien que le scénario de référence n'indique aucun franchissement des seuils, les scénarios complémentaires montrent une augmentation substantielle sur la période de projection du ratio du service de la dette, approchant les seuils, et/ou un franchissement des ratios du stock de dette,
- **Risque élevé,** Le scénario de référence indique un franchissement des ratios du stock de dette et/ou du service de la dette sur la période de projection, Ce franchissement se trouve exacerbé dans les scénarios complémentaires,
- **En surendettement:** Les ratios courants du stock de dette et du service de la dette franchissent les seuils de manière significative et/ou soutenue,